

REUNION DU CONSEIL DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE

Saint-Domingue, 22-29 janvier 2019

Discours de Javeline St. Albord Représentante des Affaires internationales et de la Femme Rassemblement Social Démocrate, Haïti

Haïti est un pays situé dans les caraïbes, borné à l'Est par la République Dominicaine avec laquelle il partage une frontière. Avec une superficie de 27750 km², Haïti se débat depuis 1986 pour réaliser la démocratie, mais une démocratie qui est en pleine crise. La crise est économique, politique et sociale.

L'économie haïtienne est en déclin. C'est l'économie la plus pauvre de l'Amérique. L'économie haïtienne est principalement agricole. 2/5 de la population dépendent du secteur agricole, principalement des petites exploitations agricoles vivrières et qui restent vulnérables aux fréquentes catastrophes naturelles exacerbées par la déforestation répandue sur toute l'étendue du territoire. L'économie haïtienne a durement été touchée par le séisme du 12 janvier 2010 et par l'ouragan Matthew à la fin du mois de septembre 2016. La production nationale est en chute libre. Le PIB par habitant est de 836\$, le marché du travail n'est pas la portée de tous le taux de chômage est de 50 à 70%, 26% de la population vit dans une extrême pauvreté et à l'intérieur nous retrouvons les femmes paysannes qui souffrent et qui luttent pour assurer leur subsistance.

Haïti est le seul pays moins avancé de la caraïbe avec une population qui vit au-dessous du seuil de la pauvreté.

Aussi, de très grandes disparités sociales subsistent en Haïti. La mauvaise répartition des biens et des services est criante, les disparités se manifestent notamment dans le pouvoir d'achat. Les investissements et les ressources sont allouées de manière inégale dans les régions du pays. La bourgeoisie est rachitique, elle ne produit pas, la classe moyenne est essoufflée, la masse populaire végète dans la misère : les inégalités économiques se reflètent dans les modes de vie de la population, des travailleurs, des employés. Il y a des différences de statut, des différences de traitement, des différences d'intérêt de travail, la discrimination faite aux femmes dans leur milieu de travail.

Sur le plan politique, nous avons une constitution très avancée dans sa lettre mais qui n'est pas appliquée.

Le pouvoir qui est issu des dernières élections est contesté par une branche de l'opposition radicale. Il est question d'élection en 2019 mais rien n'est encore certain. L'environnement politique n'est pas rassurant.

Jusqu'à présent, il n'existe pas de conseil électoral permanent. L'avenir immédiat n'est pas clair actuellement.

Quelle est la position du Rassemblement dans ce contexte ?

Nous, au Rassemblement nous choisissons d'être un parti de l'opposition modérée ce qui revient à dire que nous ne sommes pas du pouvoir, nous le critiquons sévèrement notamment sur la question Pérocaribe où 3 présidents haïtiens et six gouvernements sont impliqués. 3.8 milliards de dollars

américains du fonds pétrocaribe sont dilapidés. Le peuple haïtien dénonce le scandale et réclame le jugement des personnes impliquées.

Le pétro caribe est une alliance entre les pays des caraïbes et le Venezuela, premier exportateur de pétrole brut latino-américain, leur permettant d'acheter le pétrole à ce dernier à des conditions préférentielles.

L'opposition radicale réclame le départ du président de la République, jugé inapte à mener à bien un procès équitable en la matière. Néanmoins, respectueux de la constitution, nous ne sommes pas de ceux qui demandent le renversement du président.

Notre parti est jeune. Nous voulons utiliser l'essentiel de notre temps pour donner des bases solides à notre parti et dans ce sens nous commençons à développer un mouvement de femmes dans l'enceinte du parti. J'en suis pour le moment la principale responsable avec pour titre, Secrétaire Nationale A.I., et nous préparons notre premier congrès qui aura lieu les 16 et 17 février. Ce congrès est consacré à la promotion de la Jeunesse.

Je profite de l'occasion pour inviter tous les membres de l'Internationale Socialiste qui voudraient nous apporter leur solidarité.

Qu'est-ce que nous attendons de l'Internationale Socialiste ?

Qu'elle continue à faire ce qu'elle à l'habitude de faire.

Qu'elle soit vigilante vis-à-vis le processus de démocratisation en Haïti.